



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Mont-de-Marsan, le 16 février 2026

Cité Galliane

9 avenue Antoine Dufau

40012 MONT-DE-MARSAN

Références : DREAL/2026D/1443

Code AIOT : 0003103674

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

METHALABORDE

1471 chemin de Labadie

40270 Grenade-sur-l'Adour

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 novembre 2025 de l'établissement exploité par la société METHALABORDE et implanté au 1471 chemin de Labadie sur la commune de Grenade-sur-l'Adour. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

METHALABORDE

1471 chemin de Labadie – 40270 Grenade-sur-l'Adour

Code AIOT : 0003103674

Régime : Enregistrement

Statut Seveso : Non Seveso

IED : Non

La société METHALABORDE exploite une installation de méthanisation enregistrée par arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 4 octobre 2019. Elle est autorisée à traiter par méthanisation des effluents agricoles, végétaux, déchets verts et matières stercoraires pour une capacité de 59,5 t/j, soit 21 250 t/an. Aujourd'hui les digestats produits font l'objet d'un plan d'épandage et sont épandus bruts. Le biogaz fourni est injecté dans le réseau de gaz de ville après épuration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 26	Demande d'action corrective	15 jours
5	Formation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 28	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Dispositifs de rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Stockage du digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 34	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 17	Sans objet
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 23	Sans objet
6	Admissions et sorties	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, Article 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et l'exploitant connaît son installation.

Néanmoins, l'exploitant doit apporter la preuve de la bonne étanchéité du bassin d'orage et de la rétention du site. Il procède par ailleurs à la réparation de la couverture du stockage de digestats et anticipe leur gestion éventuelle en cas d'impossibilité d'épandage au vu du contexte météorologique (apport supplémentaire d'eau dû à l'ouverture dans la couverture du stockage).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 17
Thème(s) : Risques chroniques, clôture et affichage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p>
<p><u>Demande 2023 :</u> L'exploitant affichera néanmoins les horaires d'ouverture à l'entrée de son site sous 15 jours.</p> <p>Constat 2025</p> <p>Les horaires sont affichés à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. [...]</p>
<p><i>Constats 2023 : L'exploitant a fourni les attestations de conformité des postes HT (28/06/2022-conformité NFC 13-100 et 13-200) et BT (15/09/2022) du site.</i></p> <p><i>Le site a été mis en service en décembre 2022. L'ensemble des installations électriques du site n'a pas été contrôlé cette année. L'exploitant fera réaliser cette analyse de conformité sous un mois. L'exploitant indique que l'ensemble des cuves sont reliées à la terre. Les organes de sécurité sont secourus par un groupe électrogène. Ce groupe électrogène devra également faire l'objet d'une vérification régulière. L'exploitant fera vérifier son bon état de fonctionnement sous 15 jours.</i></p> <p>Constats 2025</p> <p>L'exploitant a présenté les Q 18 et Q19 de son site, réalisés en date du 28 février 2025. Une vérification des fuites a été réalisée en 2024.</p> <p>L'exploitant possède un listing des points contrôlés quotidiennement et hebdomadairement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant fournit la preuve de la vérification et du bon état de fonctionnement du groupe électrogène sous 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

À défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.

L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

Demande 2023 : Le système de détection incendie n'a pas fait l'objet de vérification. L'exploitant procédera à sa vérification sous 15 jours.

Constats 2025

Les détecteurs de fumées ont fait l'objet d'une vérification en même temps que les extincteurs du site le 10 novembre 2025. Le rapport ne mentionne pas d'anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 26

Thème(s) : Risques accidentels, consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;

- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

Constats 2023 : Des consignes de sécurité sont affichées à l'entrée du site et des interdictions d'apporter du feu et de fumer sont visibles dans le site. L'exploitation est assurée par 3 personnels. Ces derniers sont informés des numéros d'urgence à contacter en cas de sinistre. Cependant, aucune procédure n'est formalisée et n'a pu être consultée sur site. L'exploitant mettra en place un classeur regroupant les consignes, procédures et numéros d'urgence consultables à tout moment y compris lors d'une coupure du réseau électrique. Ces procédures feront figurer les éléments cités ci-dessus. L'exploitant fournira ce dossier sous 15 jours.

Constats 2025

L'exploitant a fourni un manuel d'exploitation et de sécurité regroupant les consignes, procédures et numéros d'urgence à contacter. Les documents localisant le zonage ATEX du site ainsi que les risques toxiques et chimiques sont présents.

Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un intervenant extérieur n'évolue jamais seul sur l'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ajoute au manuel de sécurité le plan d'implantation des extincteurs sous 15 jours.

Le plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie sera également affiché à l'entrée du site pour les services de secours le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

À l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

Demande 2023 : L'exploitant fournira l'attestation de formation des personnels d'ici 1 mois.

Constats 2025

L'exploitant indique avoir réalisé les formations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit les attestations de l'année 2025 sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Admissions et sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 29

Thème(s) : Situation administrative, Admissions et sorties

Prescription contrôlée :

L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans la demande d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet.

1. Enregistrement lors de l'admission.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :

- de leur désignation ;
- de la date de réception ;
- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

<p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du Code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.</p> <p>[...]</p>
<p><i>Constats 2023 : L'exploitant dépasse les quantités pour lesquelles il a été autorisé : 21 250 t/an. Contrairement aux prescriptions de l'article 4 de son arrêté préfectoral du 4 octobre 2019, l'installation n'est pas exploitée conformément aux données techniques contenues dans le dossier déposé par l'exploitant.</i></p> <p><i>L'exploitant attestera sous 15 jours que le site est capable d'accueillir ces quantités supplémentaires tout en conservant des conditions de sécurité, de qualité des digestats et d'épandages conformes à la réglementation.</i></p> <p><i>Il fournira également un porter à connaissance explicitant sa demande d'augmentation de tonnage s'il souhaite conserver ces quantités traitées ou, dans le cas contraire, une procédure permettant de s'assurer que le site ne dépassera pas sa capacité de traitement autorisée.</i></p> <p>Constat 2025</p> <p>L'exploitant enregistre toutes les matières entrantes sur le site. Depuis le 1^{er} janvier 2025, ont été acceptées sur site :</p> <p>Fumier de bovin : 621,920 t, lisier de bovin : 4 022 t, fumier de volaille : 47 t, pulpe de raisin : 512,700 t, issus de céréales : 382,500 t, CIVE : 260,480 t, fumier Laborde : 200,220 t, Maïs doux (ensilage) : 9 028,880 t, jus de légumes : 5 816,980 t,</p> <p>soit un TOTAL de 20 892,680 tonnes.</p> <p>L'exploitant assure également le suivi des matières sortantes. Le document de suivi a été consulté en inspection sur le site.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs fourni un porter à connaissance pour augmenter ses quantités d'intrants de 55 % soit un tonnage annuel de 32 950 tonnes contre 21 250 tonnes initialement (58,2 t/j à 90,2 t/j). Ce porter à connaissance fait l'objet d'une instruction et un projet d'arrêté préfectoral complémentaires est transmis à l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apporte les compléments attendus et transmis avec le présent rapport et se positionne sur le projet d'arrêté sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 30
Thème(s) : Risques accidentels, dispositifs de rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.À l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :</p>

- un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.
- une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les documents justificatifs sur site lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie du bon dimensionnement ainsi que de l'étanchéité de la rétention autour du digesteur et post digesteur et cuve de stockage des digestats sous 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12 août 2010, Article 34

Thème(s) : Risques chroniques, stockage du digestat

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

Constats :

La couverture de la cuve de stockage du digestat est déchirée. L'étanchéité n'est plus assurée. L'exploitant indique procéder aux réparations dans le courant de l'hiver.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit les documents attestant de la réparation sous un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois